

Unité départementale de la Marne

Reims, le 08/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



MACHAON

AVENUE DU 106 ème REGIMENT D INFANTERIE
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

Références : SM3 SLL n° D3i 2022-490

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2022 dans l'établissement MACHAON implanté AVENUE DU 106 ème REGIMENT D INFANTERIE 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE. L'inspection a été annoncée le 06/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Au cours de la visite d'inspection réalisée le 01/04/2022, il a été constaté des défaillances sur la gestion du risque incendie. Il a été convenu avec l'exploitant d'une visite de l'inspection des installations classées avec l'appui des services du SDIS de la Marne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MACHAON
- AVENUE DU 106 ème REGIMENT D INFANTERIE 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
- Code AIOT dans GUN : 0005704963
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société MACHAON est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016-A-101-IC du 01/07/2016 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2020-A-27-IC du 07/02/2020, à exploiter une usine de valorisation du polyéthylène basse densité (PEBD) des plastiques de la filière agricole (films de paillage, films d'ensilage, films d'enrubannage) et de la collecte sélective réalisée auprès des particuliers, sous la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées.

L'établissement est implanté dans les anciens locaux de la société Air liquide dont l'activité a cessé en décembre 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dispositifs de défense contre l'incendie (interne et externe)
- politique et organisation de la sécurité interne du site
- organisation des stockages

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|--|---|--|---|
| Conformité au dossier de demande d'autorisation | Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article Chapitre 1.3 et article 7.1.4 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| Localisation des risques | Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.1.1 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| Détection et alarme | Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.3.4 | / | Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription |
| Désenfumage | Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| Moyens d'intervention internes | Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.1.4 et 7.2.3.3 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| Intervention des secours | Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.1 et 7.2.3.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.3 et 7.5.3 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement | Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 4.1.2.1 et 4.2.2 | / | Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription |
| Rétention des produits liquides | Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.4.1.1 | / | Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription |
| Gestion des eaux d'extinction | Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.4.1.2 et 7.4.1.3 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| Conditions de stockage | Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article Annexe 5 + PAC janvier 2022 | / | Lettre de suite préfectorale |
| Bâtiment de stockage | Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 1.6.1, 1.6.2 et 7.1.4 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.3.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription |
| Equipements abandonnés | Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 1.6.3 | / | Lettre de suite préfectorale |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 12/05/2022, il a été constaté de nombreuses défaillances dans le cadre de la gestion du risque incendie. Ces défaillances concernent la prévention, l'alerte, l'évacuation, la gestion d'un incendie ainsi que les moyens de défense contre l'incendie et la récupération des eaux d'extinction incendie.

La mise en conformité doit faire d'une planification. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Marne de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires afin de garantir la gestion du risque incendie dans des délais maîtrisés. Dans l'attente de la réalisation des travaux, l'exploitant devra mettre en oeuvre des mesures préventives et organisationnelles. Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est joint au présent rapport.

A la suite de cette visite d'inspection en date du 12/05/2022, l'inspection des installations classées tient à informer Monsieur le Préfet de son doute sur les capacités techniques de l'exploitant. En effet, bien qu'informé, l'exploitant n'avait pas préparé cette visite. Par transmission électronique, il a envoyé un grand nombre de documents le 17/05/2022. Ces documents sont pour la plupart de mauvaise qualité (impossibilité d'identifier le site, réalisé à main levée...) et obsolètes (issu du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 2015). De plus, les plans fournis ne répondent pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation du site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Conformité au dossier de demande d'autorisation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article Chapitre 1.3 et article 71.4 |
| Thème(s) : Situation administrative, Installations et ses annexes |
| Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. |
| Constats : Le jour de l'inspection, il est constaté que le bâtiment de stockage appelé "bâtiment expédition" par l'exploitant n'est pas exploité comme annoncé dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter en sa version de juin 2015. En effet, dans celui-ci, il devrait y être stocké uniquement des films plastiques et du produit fini. Le jour de la visite, il est constaté la présence de films plastiques, de produits finis, mais aussi des palettes en bois et des produits chimiques (liquides et solides). L'exploitant a expliqué vouloir faire évoluer ce stockage et qu'un travail de réflexion était en cours. Proposition de l'inspection: Sous un délai de 3 mois, l'exploitant devra exploiter ses installations conformément aux prescriptions du chapitre 1.3 et de l'article 71.4 de l'arrêté préfectoral du 07/02/2020. |
| Observations : L'exploitant devra: - soit exploiter le "bâtiment expédition" conformément au dossier technique de juin 2015; - soit transmettre un Porter à connaissance (PAC) accompagné d'une demande de modification des conditions d'exploitation du "bâtiment d'expédition" au guichet unique de l'environnement de la DDT de la Marne. Ce PAC devra comporter les éléments permettant d'apprécier les risques et les impacts de cette modification, notamment par la mise à jour de l'étude de danger sur ce bâtiment. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.1.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Un plan général des stockages établi en cohérence avec le résultat de l'étude de danger est maintenu disponible en toute circonstance et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours. |
| Constats : Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les plans mentionnés à l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral en date du 07/02/2020. Par courriel en date du 17/05/2020, l'exploitant a transmis des documents nommés: - plan zones à risque - avril 2015 qui ne montre que les stockages de gaz et les arrêts d'urgence; - plan de situation du matériel - avril 2015 qui est obsolète puisqu'une seconde ligne a été installée; - plan de stockage CSR - non nominatif de l'entreprise, sans date et sans légende; - stockage plastique à jour - plan réalisé à main levée, non nominatif de l'entreprise, sans date et sans légende. Ces plans ne répondent pas à la prescription de l'article 7.1.1. Proposition de l'inspection: Sous un délai d'un mois, l'exploitant devra fournir les plans permettant d'identifier la localisation des risques conformément aux prescriptions de l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 07/02/2020. |
| Observations : L'exploitant devra fournir un plan général du site permettant d'identifier les risques inhérents à chaque partie des bâtiments (ateliers et stockages). Ce plan devra être annexé au plan d'intervention interne et mis à la disposition de l'inspection des installations et des services de secours. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Détection et alarme

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.3.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection |
| Prescription contrôlée : Les locaux (zone de tri des déchets, extrusion et stockages) sont équipés d'un système de détection incendie. Les détecteurs sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. En cas d'absence de personnel ou de gardien sur site, un report d'alarme est assuré permettant une intervention (levée de doute ou appel des services de secours) dans des délais courts. |
| Constats : Le jour de la visite d'inspection, il n'a pas été possible de vérifier cette prescription. Par courriel en date du 17/05/2022, l'exploitant a transmis les documents suivants: - fichier nommé "Suivi visites réglementaires+contrôles internes"; - document nommé "PROCEDURE D'INTERVENTION EN CAS D'INCENDIE"; - document en espagnol nommé "CÁLCULO DE LAS INSTALACIONES DE PROTECCIÓN CONTRA INCENDIOS EN AMPLIACIÓN DE PLANTA DE ELABORACIÓN DE MATERIA PRIMA PLÁSTICA A PARTIR DE ENVASES LIGEROS RECUPERADOS PROCEDENTES DE RSU". L'inspection n'a pas été en capacité d'exploiter le document en espagnol. Il apparaît que: - la zone 2 du bâtiment de production dédié au tri des déchets entrants, à l'extrusion et au stockage est équipé d'un système d'alarme pouvant être déclenché automatiquement ou manuellement. En cas d'absence du personnel, un report d'alarme est assuré; - les zones 1 et 4 du bâtiment de production sont munies du système de sprinklers, dispositif automatique de détection d'incendie qui comporte un dispositif d'alarme. Néanmoins, ces dispositifs ne semblent pas faire l'objet d'entretien et de vérification. Proposition de l'inspection: Sous un délai d'un mois, l'exploitant devra transmettre le document en espagnol en version française. Afin de se conformer aux prescriptions de l'article 7.3.4, l'exploitant devra: - Sous un délai d'un mois, justifier de l'entretien et de la vérification des dispositifs en place. Le fonctionnement du report d'alarme devra être décrit à l'inspection. - Sous un délai de 3 mois, mettre en place un système de détection et d'alarme au niveau du "bâtiment expédition" qui est une zone de stockage ainsi que dans la zone 3. |
| Observations : Il est rappelé à l'exploitant l'article 1 de la loi n°94-665 du 04/08/1994 : " Langue de la République en vertu de la Constitution, la langue française est un élément fondamental de la personnalité et du patrimoine de la France. Elle est la langue de l'enseignement, du travail, des échanges et des services publics." |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Désenfumage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage |
| Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant les installations (bâtiment de production et cellule de stockage) doivent être équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre de fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être à commandes automatiques et manuelles. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. |
| Constats : Le jour de la visite d'inspection, il est constaté: - la présence de dispositifs de désenfumage en partie haute du bâtiment de production. Certains extracteurs ont été ouvert manuellement par le personnel dans le cadre du nettoyage du local; - la présence de dispositifs de désenfumage en partie haute du "bâtiment expédition". Cependant, ces derniers sont en mauvais état (présence de rouille sur le système activation). Il n'a pas été possible de les activer manuellement. Proposition de l'inspection: Sous un délai de 3 mois, l'exploitant fera réaliser un contrôle de l'ensemble des dispositifs de désenfumage et des systèmes de commandes. Les déclencheurs manuel dégradés du "bâtiment expédition" devront être remis en état sous ce même délai. |
| Observations : / |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention internes

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.1.4 et 7.2.3.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel et mesures organisationnelles |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers. Le personnel est formé à la manipulation du matériel d'extinction. L'exploitant procède à au moins un exercice incendie annuel afin d'éprouver sa capacité à réagir en termes de détection, d'alerte, d'évacuation, de première intervention de confinement des eaux d'extinction. |
| Constats : Par courriel en date du 17/05/2022, l'exploitant a transmis: - le bon de commande validé pour mettre en place la formation des équipiers de première intervention. Celle-ci est prévue le 20/06/2022; - l'attestation de formation du personnel à la manipulation des extincteurs en date du 03/09/2020. Des membres n'ont pas été formés; - l'enregistrement du dernier exercice d'évacuation en date du 16 et 17/12/2021. Il apparaît que l'alarme était hors service et que le confinement des eaux d'extinction ne fait pas parti de l'exercice. L'exploitant n'a pas proposé d'action corrective pour l'alarme hors service. Proposition de l'inspection: Sous un délai de 1 mois, l'exploitant devra prévoir la formation a la manipulation des extincteurs des agents non formés en 2020. Sous ce même délai, il devra faire vérifier l'alarme incendie et la remettre en état de marche. Dans le cadre du prochain exercice annuel, il devra intégrer le confinement des eaux d'extinction. |
| Observations : / |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Intervention des secours

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.1 et 7.2.3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services de secours [...] on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise œuvre.</p> <p>Une voie "engins" au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation [...] Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">- largeur utile minimale: 3 mètres;- hauteur libre minimum: 3,5 mètres;- pente inférieure à 15%;- résiste à la force portant calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum;- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S+15/R$ mètres est ajoutée; <p>chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie.</p> |
| <p>Constats : Le jour de la visite d'inspection, il est constaté que le seul accès pour les services de secours se fait depuis l'avenue de 106ème Régiment d'Infanterie. En effet, l'accès depuis l'avenue Ampère n'est pas carrossable par les engins de secours et le portail est muni d'un cadenas empêchant son utilisation.</p> <p>De plus, il est constaté qu'il n'est pas possible pour les engins de secours de circuler sur l'ensemble de périmètre de l'établissement, notamment entre le bâtiment administratif et le bâtiment de production.</p> <p>Enfin, à la vue de l'état dégradé des revêtements extérieurs, il n'est pas possible de s'assurer que les voies existantes sont carrossables par les engins de secours.</p> <p>Proposition de l'inspection: Sous un délai de 3 mois, l'exploitant devra:</p> <ul style="list-style-type: none">- réaliser une étude relative à la portance de la voie "engin". En cas de non-conformité, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées un échéance de travaux de mise en conformité.- à la demande des services de secours, équiper le portail d'accès de l'avenue Ampère d'un système de fermeture utilisable par les secours;- transmettre un Porter à connaissance au guichet unique de l'environnement de la DDT de la Marne mettant à jour les données techniques relatives aux possibilités de circulation des services de secours. |
| Observations : / |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.3 et 7.5.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de lutte contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques: <ul style="list-style-type: none">- moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.- plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des risques par local (cf. article 71.1 de l'arrêté préfectoral du 07/02/2020);- extincteurs en nombre suffisant, adaptés aux risques, compatibles avec matières stockées, visibles et accessibles;- robinets armés incendie (RIA) dans le bâtiment de production et le bâtiment de stockage;- 1 bouche incendie privée DN100 (60m/h pendant 2h);- 4 poteaux incendie publics implantés à moins de 200 mètres au plus du risque; <p>A défaut, une réserve d'eau au moins de 120 m3 est en place pour chaque capacité de 60 m3/h manquante.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> |
| Constats : Le jour de la visite d'inspection, il est constaté: <ul style="list-style-type: none">- la présence d'une réserve incendie de 120 m3 sans aire d'aspiration dédiée;- 2 RIA non manoeuvrables dans le "bâtiment expédition" car des balles de plastique empêchent le déploiement de ceux-ci;- la présence d'extincteurs non accessibles dans l'atelier de maintenance;- les 2 poteaux incendies de l'avenue Ampère ne sont pas accessibles;- il n'existe pas de plans d'intervention;- les stockages de balles de plastiques et de CSR sont munis d'une installation de sprinklage. <p>L'exploitant a déclaré ne pas avoir réalisé l'entretien de ces installations.</p> <p>Par courriel en date du 17/05/2022, l'exploitant a transmis un fichier nommé "Suivi réglementaires+contrôles internes". Après étude de celui-ci, il apparaît que l'entretien des extincteurs et des RIA est réalisé annuellement par la société CASI. Il est noté que seul 6 exutoires du bâtiment de production font l'objet d'un contrôle.</p> <p>Proposition de l'inspection: Sous un délai de 3 mois, l'exploitant devra:</p> <ul style="list-style-type: none">- mettre en place une aire d'aspiration conforme à la fiche technique 2.5 des services du SDIS de la Marne et consultable au lien suivant: https://www.sdis51.fr/ressources- permettre la bonne utilisation de l'ensemble des RIA du "bâtiment expédition";- rendre accessible les extincteurs de l'atelier de maintenance;- disposer de 4 poteaux incendie publics implantés à moins de 200 mètres au plus du risque. A défaut, une réserve d'eau au moins de 120 m3 est en place pour chaque capacité de 60 m3/h manquante;- réaliser l'entretien et la vérification du système de sprinklage et les intégrer dans les vérifications réglementaires du site;- justifier la vérification de 6 exutoires uniquement;- réaliser des plans d'intervention conformes à la norme NFX 08-070 (plan de masse du site et plan par bâtiment). |
| Observations : / |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 4.1.2.1 et 4.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de disconnexion ou système équivalent |
| Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalents sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. |
| Constats : Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les dispositifs prévus à l'article 4.1.2.1 de l'arrêté préfectoral en date du 07/02/2020. Proposition de l'inspection: Sous un délai d'un mois, l'exploitant devra faire apparaître les dispositifs prévus à l'article 4.1.2.1 sur un plan général des installations conformément aux prescriptions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 07/02/2020. |
| Observations : Sous ce même délai, il serait souhaitable que l'exploitant mette en place un panneau au sein de l'exploitation afin que les dispositifs soient rapidement identifiables par le personnel de première intervention et les services de secours. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Rétention des produits liquides

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.4.1.1 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Capacité de rétention |
| Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols est associés à une capacité de rétention. |
| Constats : Le jour de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'une quantité importante de produits liquides et chimiques conditionnés en GRV (grand récipient pour vrac) de 1000 litres au sein du "bâtiment expédition". Ces produits sont stockés hors rétention. De plus, il est à noter qu'il n'a pas été possible de désigner les produits car l'étiquetage est en espagnol. Proposition de l'inspection: Sous un délai d'un mois, l'exploitant devra: - soit déplacer ce stockage dans une zone prévue à cet effet; - soit mettre en place les rétentions réglementaires. Sous ce même délai, l'exploitant devra s'assurer que les étiquetages de ces produits sont en langue française. |
| Observations : Il est rappelé à l'exploitant l'article 1 de la loi n°94-665 du 04/08/1994 : " Langue de la République en vertu de la Constitution, la langue française est un élément fondamental de la personnalité et du patrimoine de la France. Elle est la langue de l'enseignement, du travail, des échanges et des services publics." |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux d'extinction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.4.1.2 et 7.4.1.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie |
| Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ces effluents sont confinés à l'intérieur du site. Ce confinement est assuré par: - un ou plusieurs dispositifs de rétention d'une capacité totale 573 m3; - les fosses du hall de production, 410 m3; - le bâtiment de production équipé de seuils de porte de 9 cm de haut. |
| Constats : Le jour de la visite, il a été constaté la présence de seuils de porte au niveau de la zone de production. L'exploitant a conduit l'inspection des installations classées et les agents du SDIS de la Marne au niveau de la zone où se trouve les fosses. Ces fosses ne possèdent pas de dispositif permettant leur contrôle et leur vidange. De plus, le "bâtiment expédition" ne possède pas de dispositif de rétention des eaux d'incendie. Selon l'exploitant, il n'existe pas de dispositif permettant de conduire les eaux d'extinction incendie dans les fosses sous le hall de production. Proposition de l'inspection: Sous un délai d'un mois, l'exploitant devra justifier de la disponibilité permanente, et dans toutes les situations, des volumes de rétention prescrits dans l'article 7.4.1.3 de l'arrêté préfectoral du 07/02/2020. Sous un délai de 6 mois, l'exploitant devra mettre en place un dispositif permettant de mettre en rétention les eaux d'extinction incendie au niveau du "bâtiment expédition", conformément à l'article 7.4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 07/02/2020. |
| Observations : / |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article Annexe 5 + PAC janvier 2022 |
| Thème(s) : Risques accidentels, hauteur des stockages |
| Prescription contrôlée : A l'annexe 5 est défini les hauteurs des stockages par zone et par bâtiment. Dans le cadre du Porter à connaissance de janvier 2022, certaines hauteurs sont augmentées. |
| Constats : Le jour de la visite, il est constaté que la hauteur du stockage de CSR en vrac est supérieur à 3 mètres (hauteur demandée dans le cadre du Porter à connaissance de janvier 2022). Proposition de l'inspection: Sous un délai d'un mois, l'exploitant devra s'assurer que le stockage de CSR ne dépasse pas les 3 mètres de hauteur demandés dans le Porter à connaissance de janvier 2022. |
| Observations : Le Porter à connaissance de janvier 2022 fait l'objet d'une instruction par les services de la DREAL. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement proposé à Monsieur le Préfet. Celui-ci comprendra des prescriptions relatives aux hauteurs des stockages. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Bâtiment de stockage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 1.6.1, 1.6.2 et 7.1.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Données sur les installations |
| Prescription contrôlée : Le bâtiment de stockage appelé "bâtiment expédition" par l'exploitant est destiné au stockage de matières et déchets solides (films à traiter et produits finis) selon l'étude de danger accompagnant le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de juin 2015. Les parois extérieures sont en béton et le mur séparatif entre les deux cellules existantes en béton est assimilé à un mur REI 120. En annexe 14 du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de juin 2015 se trouve une note relative à la détermination des distances d'effets des flux thermiques par l'outil FLUMILOG. |
| Constats : Le jour de la visite, il a été constaté que l'exploitant stocke des matières et déchets solides (films à traiter et produits finis) ainsi que des palettes et des produits chimiques dans le "bâtiment expédition". Les parois extérieures sont en béton avec des ouvertures munies de plaques de PVC transparentes. Les parois extérieures ne sont donc pas REI 120, contrairement à ce qui est indiqué dans l'annexe 14 du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de juin 2015. De plus, le mode de stockage actuel de ce bâtiment ne correspond à l'annexe 14 du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de juin 2015. Les simulations des distances d'effets des flux thermiques par l'outil FLUMILOG ne correspondent pas à l'exploitation actuelle. Proposition de l'inspection: Sous un délai de 6 mois, l'exploitant devra mettre en conformité ce stockage afin de se conformer aux plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de juin 2015. |
| Observations : / |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. |
| Constats : Le jour de la visite d'inspection, il est constaté la présence d'éléments électriques détériorés dont certains sont sous tension. Par courriel en date du 17/05/2022, l'exploitant a transmis un fichier nommé "Suivi visites réglementaires+contrôle internes". A la lecture de ce document, il apparaît que seul les lignes de production 1 et 2 ainsi que les locaux administratifs font l'objet d'une vérification annuelle. Les installations électriques des stockages et du local de maintenance ainsi que l'arrivée électrique en très haute tension ne semblent pas faire l'objet de vérification et d'entretien. Proposition de l'inspection: Sous un délai d'un mois, l'exploitant devra faire réaliser les vérifications des installations électriques des stockages, du local de maintenance et de l'arrivée électrique en très haute tension. |
| Observations : / |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Nom du point de contrôle : Equipements abandonnés

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 1.6.3 |
| Thème(s) : Situation administrative, chaudière et réseau de gaz |
| Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Lorsque que l'enlèvement est impossible, des dispositions matérielles interdiront leur utilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents. |
| Constats : Le jour de la visite, il est constaté que la chaudière fonctionnant au gaz de ville a été démontée. Cependant, le réseau interne de gaz est toujours présent. L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que ce réseau avait été neutralisé, dégazé et bouchonné par un technicien compétent. Par courriel en date du 17/05/2022, l'exploitant a transmis une copie de sa demande de mise hors service, n°U012811P, auprès du gestionnaire du réseau. Cependant, ce document ne donne pas d'indication sur la nature des travaux réalisés dans l'enceinte de l'établissement. Proposition de l'inspection: Sous un délai de 3 mois, l'exploitant devra s'assurer que le réseau interne de gaz est neutralisé, dégazé et bouchonné. Une attestation par un professionnel qualifié doit être fournie. |
| Observations : / |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |